

Proposition de projet

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIETE

NOM DU PROJET : PROMOTION DE L'EGALITE DE GENRE ET DE L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES DANS LES REGIONS DE (L'ORIENTAL AU MAROC, DE KAOLACK AU SENEGAL ET DE LA BOUCLE DU MOUHOUN AU BURKINA FASO).

BUDGET TOTAL : 1 000 000 euros

MONTANT DEMANDE : 800 000 euros

DUREE : 30 mois

DATE D'INTRODUCTION : 06 AOUT 2021

1. Organisation

- Nom complet : ECHOS COMMUNICATION
- Abréviation : EC
- Statut juridique : ASBL belge
- Adresse officielle : 20 Verte Voie - 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
- Représentant : M. Alexandre Delvaux – Directeur
- Site Internet : www.echoscommunication.org
- Personne de contact : M. Gautier BRYGO – Représentant de l'ONG au Maroc
- Téléphone : +212 6 61 300 829 // GSM : +212 6 61300 829
- E-mail : gautierbrygo@echoscommunication.org

2. Données bancaires

- Nom de la banque: BNP Paribas Fortis
- Adresse de la banque: Place de l'Université 6 - 1348 Louvain La neuve
- Numéro de compte / IBAN (UE): BE06 2710 2255 1522
- Titulaire: Echos Communication asbl
- BIC / SWIFT: GEBA BE BB
- Référence à indiquer lors des paiements : Projet_GENRE2021

3. Motivation (Pertinence)

Echos Communication (EC) contribue au développement humain durable en Afrique (Maroc et Sénégal en particulier) par l'appui à la démocratie participative en rapprochant les Collectivités Territoriales (CT) des citoyennes et en déployant des dispositifs visant l'appropriation et la responsabilisation des acteurs, de la conception des projets de développement local jusqu'à leur mise en œuvre, suivi et évaluation. De nombreux programmes politiques, sociaux, économiques et environnementaux ont été déployés ces deux dernières décennies dans l'objectif de l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 par le Burkina Faso, le Maroc et le Sénégal. Si des avancées notables ont été enregistrées par ces trois pays dans la voie de l'état de droit, les inégalités sociales se maintiennent à un niveau élevé, dans un contexte de faible mobilité sociale, de déficit d'inclusion de certaines catégories de la population et de protection sociale encore balbutiante. Echos communication a fait le choix de cibler trois régions, Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, Oriental au Maroc et Kaolack au Sénégal, qui sont d'ores et d déjà liées par des conventions de partenariat et où les inégalités liées au genre persistent entravant l'accès des femmes sur le marché du travail.

Située au Nord-Ouest du pays, la région de la Boucle du Mouhoun, est l'une des plus peuplées au Burkina par les groupes culturels d'origines manding. Elle couvre de 12% du territoire national et regroupe les provinces des Balé, des Banwa, de la Kossi, du Mouhoun, du Nayala et du Sourou qui ont respectivement pour chef lieux, les villes de Boromo, Solenzo, Nouna, Dédougou, Toma et Tougan. La Boucle du Mouhoun est l'une des plus pauvres du Burkina et se trouve touchée par le phénomène d'extrême pauvreté. Son économie est essentiellement basée sur l'agriculture et l'élevage qui occupent environ 90% de la population. A ces deux secteurs clés, s'ajoutent des

secteurs d'opportunités tels les mines, l'artisanat, l'industrie, les services. De par sa position géographique et climatique, la Boucle du Mouhoun bénéficie de conditions pédoclimatiques favorables à l'intensification et à la diversification des productions agricoles. L'activité agricole constitue la première source de revenu pour la majorité des populations. Avec la culture du coton, le système de production connaît une mécanisation progressive. A côté du coton, une grande gamme de spéculations y est produite dominée par les céréales (MEDEV, 2005).

Située au Nord-Est du pays, la région de l'Oriental couvre 11,6% du territoire marocain. La région est composée de 7 provinces et une préfecture compte 2,3 millions d'habitants (en 2014) représentant 6,8% de la population nationale dont plus de 60% concentrée dans le nord de la région. La région affiche le 2^{ème} taux de chômage le plus élevé au niveau national soit 13,8% dont 12,4% pour les hommes et 19,8% pour les femmes (source HCP). Les femmes citadines sont plus touchées par le chômage (27,3%). Malgré les programmes nationaux dont la 3^{ème} phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain et particulièrement son programme 3 axé sur l'inclusion économique des jeunes, et le Plan gouvernemental pour l'égalité 2 (2017-2021) qui vise à promouvoir l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et leur l'inclusion économique, les inégalités de genre persistent dans tous les domaines.

Depuis plus d'une décennie, le Sénégal a entamé sa marche vers la transition économique et politique, en s'orientant vers l'économie de marché, la démocratie participative et représentative. Le Conseil Départemental de Kaolack est devenu une collectivité territoriale le 18 juillet 2014, suite aux élections locales de juin 2014. Le département de Kaolack, compte une population estimée à 588.000 habitants (2019), est subdivisé en 03 arrondissement -circonscription de base de l'organisation de l'administration territoriale au Sénégal (Koumbal-Ndiédieng et Ngothie) et comprend 14 communes urbaines et rurales. Les secteurs d'activité économiques les plus dynamiques sont l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'exploitation artisanale de sel, la transformation des produits locaux, etc. Le département connaît un taux de chômage de 16.12%, dont 9.08 % pour les hommes et 24.6% pour les femmes (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie). La position géographique de Kaolack, en tant que point de passage vers la Guinée, le Mali, et la Gambie lui offre des potentialités économiques importantes.

Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes filles et les femmes des trois régions ciblées trouve son origine dans les inégalités séculaires patriarcales entre les hommes et les femmes, le manque de soutien à l'entreprenariat au crédit et au foncier, l'analphabétisme et le manque de confiance des femmes dans leurs capacités. Dans ces trois régions africaines ciblées, de nombreuses femmes travaillent dans le secteur informel ou dans des activités non rémunérées, ce qui conduit à leur exclusion socio-économique et à l'absence de protection sociale. Dans ce contexte, les Collectivités Territoriales peinent à assumer leur rôle de transformations structurelles et de valorisation de leurs potentiels afin d'augmenter l'attractivité de leurs territoires et de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Une crise de confiance des citoyen.ne.s dans les institutions publiques s'est installée et handicap fortement la participation citoyenne au développement des Collectivités territoriales, bien que celles-ci soient encadrées par les Constitutions et les lois des trois pays.

C'est à ce niveau qu'Echos Communication agira, dans le cadre de ce projet, en mobilisant et reliant les acteurs de la société civile et des pouvoirs publics, en accompagnant leurs demandes, en valorisant leurs potentiels et en renforçant leurs capacités en vue de favoriser le développement durable tout en les conscientisant sur les inégalités qui frappent les femmes et les jeunes. Le changement ne peut avoir lieu sans une implication coordonnée des différentes parties prenantes dans la territorialisation des politiques nationales et une meilleure communication/sensibilisation pour réduire les inégalités sociales et les stéréotypes de genre. Tel est la finalité de ce partenariat Sud/Sud construit sur des principes, des valeurs et une vision commune tel que spécifié par l'ODD 17 (Partenariat pour la réalisation des objectifs). Le projet contribuera à l'état de droit, dans les trois pays, par la transformation des dimensions socio-culturelles et structurelles des inégalités en droits et en opportunités. Il s'agit de redonner aux femmes la place qui leur revient de droit dans la société à travers par un changement d'attitudes, vers plus d'égalité de genre et moins de discrimination, des titulaires d'obligation (Collectivités, institutions, OSC, etc) et des titulaires de droits (Jeunes, femmes, populations).

Le projet compte renforcer les capacités des acteurs afin d'augmenter leur participation au processus de décision au niveau local et la mise en œuvre d'activités selon l'approche Genre et droits humains. Le projet contribue aux ODD (OOD1 Pas de pauvreté– ODD 5 Egalité entre les sexes - ODD 8 Travail décent et croissance économique

– ODD 10 Réduire les inégalités - ODD 11 Villes et communautés durables – ODD 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs -). Le projet contribue également aux objectifs de la Coopération belge au développement, notamment la consolidation de la démocratie et de l'état de droit, la lutte contre la pauvreté, portant une attention particulière à la lutte contre toute forme de discrimination, notamment à l'égard des femmes. Le Projet contribuera au *gender mainstreaming* à travers des activités spécifiques pour promouvoir l'autonomisation des femmes et leur participation au développement de leurs collectivités et aux espaces de dialogue et de concertation qui leurs seront dédiées en conformité avec les programmes nationaux.

4. **Objectifs** (Efficacité)

Objectif général : Promouvoir l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes dans les régions de l'Oriental au Maroc, de Kaolack au Sénégal et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso.

Objectif spécifique : Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes dans les régions de l'Oriental au Maroc, de Kaolack au Sénégal et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, dans une dynamique de **coopération triangulaire sud/sud/nord**, grâce au renforcement des compétences des OSC et des collectivités territoriales.

L'approche d'intervention pour atteindre l'objectif général repose sur la capitalisation des expériences antérieures de Echos Communication au Maroc et en Afrique qui ont montré que sans une approche participative multi-acteurs le développement local inclusif serait illusoire. Le premier obstacle au développement des Collectivités territoriales réside dans l'absence d'appropriation et de participation de tous les acteurs (y compris les populations) aux projets de développement de leurs territoires. Le coaching territorial prend ici tout son sens pour ancrer une gouvernance territoriale plus inclusive et équitable qui place les jeunes filles et les femmes au cœur de ses préoccupations.

Plusieurs éléments démontrent le caractère réaliste et réalisable de l'objectif général. Il tient, en premier, de l'expertise, de l'expérience de Echos Communication et de la capitalisation de ses meilleures pratiques éprouvées dans ses projets/programmes, tels que « Professionnalisation des Travailleur(euse)s Domestiques » (2019 – 2021) ; Le projet « Les migrant.e.s, acteur.rice.s du développement économique et social au Maroc » (en cours de déploiement au Maroc). Le Programme Coaching Territorial www.coachingterritorial.org est opérationnel dans plusieurs régions au Maroc depuis 2014 et au Sénégal depuis 2018. Des coachs territoriaux du Burkina Faso ont été formés. L'objectif général est en accord avec la cohérence interne et la vision de Echos Communication de la démocratie participative qui œuvre pour l'appropriation et la responsabilisation des acteur.trice.s, de la conception des projets de développement local jusqu'à leur mise en œuvre, suivi et évaluation.

La théorie de changement et le cadre logique (voir plus-bas) ont été définis par les partenaires des trois régions sur la base de la nécessité de déconstruire les représentations sociales dominées par les idéologies patriarcales dans les trois régions pour impulser un changement d'attitudes sociales des populations particulièrement des hommes et des jeunes vis-à-vis de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes. Il s'agit d'amorcer le changement des mentalités aussi bien des hommes que des femmes vers la masculinité positive par une participation plus accrue des hommes dans les processus de changements des normes sociales.

Le Résultat 1 (R1), part du rôle des collectivités territoriales dans l'autonomisation économique des femmes. Une série d'activités, vise à renforcer les capacités des collectivités territoriales à travers l'implémentation de mécanismes de participation démocratique (comité, espace, etc.), la formation au genre et droits humains, le mapping de l'écosystème (acteurs, potentialités et opportunités). **Le Résultat 2 (R2)** vise le renforcement des capacités des OSC des trois régions pour remplir leur rôle dans l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et renforcer leur plaidoyer auprès des institutions concernées. **Le Résultat 3 (R3)**, part de l'importance du rôle des médias et des technologies de l'information dans le changement des perceptions sociales, vise l'accompagnement des médias au développement des outils innovants de communication permettant la lutte contre les discriminations, le renforcement de la cohésion sociale et de démocratie. **Le Résultat 4 (R4)** cible l'apprentissage collectif entre les acteurs des trois régions concernées à travers l'échanges d'expérience et de bonnes pratiques, la création d'outils et répliquables communs dans la lutte contre les inégalités et en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

Groupes-cibles :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Trois régions (La Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, l'Oriental au Maroc et Kaolack au Sénégal)
------------------	---

(Relations direct avec Echos Communication)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisations de la société civile (qui travaillent sur la sensibilisation, la formation, les incubateurs, les droits des femmes, le Genre) : 5 par région (15 au total) ▪ Les coopératives des femmes : 5 par région (15 au total) ▪ Collectivités Territoriales (La Boucle du Mouhoun au Burkina Faso qui regroupe les provinces des Balé, des Banwa, de la Kossi, du Mouhoun, du Nayala et du Sourou qui ont respectivement pour chef lieux, les villes de Boromo, Solenzo, Nouna, Dédougou, Toma et Tougan ; l'Oriental au Maroc qui est composée de 7 provinces et une préfecture ; le département de Kaolack au Sénégal qui est composé de 03 arrondissement - circonscription de base de l'organisation de l'administration territoriale au Sénégal (Koumbal- Ndiédieng et Ngothie) et compte 14 communes urbaines et rurales. ▪ Les structures de formation professionnelle (1 structure par pays) ▪ Médias locaux et régionaux (de proximité et électroniques) (au moins 10 par pays) ▪ Les Chambres professionnelles (au moins trois par pays)
Bénéficiaires directs	<ul style="list-style-type: none"> • Les coopératives de l'ESS (15 coopératives par région) • Les jeunes filles et femmes les plus vulnérables : 3 000 jeunes filles et femmes (1 000 par région)
Bénéficiaires indirects	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations des trois régions.

5. Activités et stratégies (Efficience)

L'étendue géographique du projet peut paraître nécessiter un investissement financier lourd. Pour autant Echos communication dans le cadre même de sa vision adopte une approche dans laquelle les partenaires locaux sont parties intégrantes dans la réalisation technique, humaine et financière des activités. Ceci permet de garantir la durabilité des activités et leur appropriation par les groupes cibles. Pour le déploiement du projet dans les trois régions au profit des bénéficiaires, EC a veillé à répartir les ressources en fonction des groupes cibles et des bénéficiaires selon les spécificités des collectivités territoriales. Les quatre résultats à atteindre dans chaque zone cible réclament une attention plus particulière en termes de renforcement de capacité et de ressources humaines compétentes pour mener à bien toutes les activités. Un bon rapport « résultats à atteindre, ressources techniques et financières » a été minutieusement étudié. Une réflexion a été menée pour trouver la meilleure option en termes de qualité et d'atteinte des résultats de manière économique.

Le budget global du projet est de 1 000 000 € dont 800 000 € demandé. Les partenaires s'engagent à co-financer à hauteur de 200 000 € (en nature en partie : ressources humaines, locaux, transports, restauration etc.). La répartition du budget par Résultat se présente comme suit : R 1 : 168 000 € soit 16.8 % ; R2 : 188 000 € soit 18.8% ; R3 : 169 000 € soit 16.9 % ; R4 : 140 000 € soit 14 %. Les coûts des RH s'élèvent à 255 000 euros € soit 25.5 %. Le coût de la communication et de l'évaluation s'élève à 80 000 € soit 8%. Le coût par résultat est équilibré.

- **Stratégies développées (Theory of change) :**

La chaîne des 4 résultats de l'intervention forme les éléments conduisant à réduire les contraintes socioculturelles qui freinent l'autonomisation des femmes et leur leadership et en conséquence leur intégration socioéconomique. L'impact attendu est une amélioration de la situation personnelle, sociale et économique des femmes. Les axes d'intervention (Activités) ont été réfléchis avec les partenaires des 3 régions cibles d'où leur pertinence pour les populations ciblées dans les contextes locaux. 4 catégories d'impact sont attendus et des indicateurs pour mesurer les changements dans chacune de ces catégories seront définis, construits et mesurés avec l'accompagnement du centre Régional d'Evaluation des Politiques Publiques (CREPP) de l'Université Moulay Ismail à Meknès (Maroc).

- Changements de perceptions et de croyances des femmes (et des hommes) par rapport au rôle de la femme dans l'économie sociale et solidaire et dans le développement territorial par le biais des campagnes d'information et de sensibilisation.
- Changements de connaissances, de compétences et de capacités des acteurs locaux grâce à des programmes de formation et de renforcements des capacités des organisations locales actives dans l'égalité de genre et la défense des droits humains (coopératives de femmes, collectivités territoriales, associations ...).
- Changements socioéconomiques et de bien-être pour les femmes, l'autonomisation économique des femmes à

travers l'accompagnement des activités pour assurer leur viabilité moyennant un contexte territorial favorable et une meilleure organisation, une reconnaissance acquise par le développement des coopératives de l'économie sociale et solidaire.

- La solidarité inter-régionale dans des démarches de coopérations Sud/Sud permet un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les ODD.

Cette théorie du changement (ToC) pourra être améliorée en cours de projet, pour mettre en évidence des hypothèses ou des résultats intermédiaires pertinents expliquant les mécanismes de changement. Les effets inattendus pourront, le cas échéant, être ajoutés à la ToC. Le processus de changement repose sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle deux changements de niveaux supérieurs sont nécessaires :

(1) « L'autonomisation des populations les plus vulnérables (jeunes filles et femmes), des zones ciblées, et leur participation au développement de leur territoire est assurée. Elles participent à leur propre insertion socio-économique, connaissent leurs droits et réalisent leur plein potentiel » ;

(2) « Les institutions publiques, en particulier les Collectivités Territoriales, ont réussi à instaurer les principes d'une bonne gouvernance en œuvrant en collaboration avec les populations, les OSC, les structures éducatives/académiques et les acteurs économiques pour la prospérité, résilience et durabilité de leurs territoires ».

Le programme émet l'hypothèse suivante : Plus les Collectivités Territoriales auront réussi à implanter la bonne gouvernance démocratique en adoptant une démarche participative et inclusive, plus les populations les plus pauvres participeront au développement de leurs territoires, seront autonomes économiquement et plus la prospérité, la résilience et la durabilité des territoires sera assurée.

- Activités prévues / Calendrier :

N°	Activités	2022	2023	2024
R1A1	Cartographier l'écosystème de l'ESS et partenaires dans les trois régions	x		
R1A2	Renforcement des capacités des Comités d'égalité des chances (genre, droits humains, entrepreneuriat et autonomisation)	x	x	x
R1A3	Mise en place d'Espace de concertation et d'innovation multi acteurs		x	x
R1A4	Cartographie des opportunités et potentialités des territoires ciblés	x	x	x
R1A5	Mise en place de chartes (genre, intégrité, environnement...) dans les réseaux et fédérations d'élus		x	x
R2A1	Renforcement des capacités des OSC en coaching organisationnel dans le domaine de l'égalité de genre et des droits humains	x	x	x
R2A2	Mise en place des stages professionnels et d'activités de volontariat local pour consolider les compétences et l'employabilité dans le domaine du genre	x	x	x
R2A3	Création de Carnet de Bord (Passeport/parcours professionnel) digital des « bénéficiaires » (identité numérique)		x	x
R2A4	Accompagnement à la création d'entreprises ou coopératives constituées par des jeunes et des femmes et la création de clubs d'hommes engagés		x	x
R3A1	Organisation d'une exposition itinérante de dessins (caricature) et/ou photo-voices sur l'égalité de genre et la masculinité positive et transformatrice		x	x
R3A2	Production de supports de communication digital axée résultats (incluant les vidéos, les logos, les slogans)	x	x	x
R3A3	Développement des compétences des OSC en numérique des droits des femmes (réseaux sociaux, logo, messages clés...)		x	x
R3A4	Renforcement des capacités des médias locaux en du genre et des droits des femmes	X	x	x
R3A5	Réalisation des actions de sensibilisation des médias formés pour modifier les représentations sociales concernant le rôle des femmes dans la société, leurs capacités à participer dans la vie sociale, économique et politique et l'importance des valeurs d'égalité et de parité	x	x	x
R4A1	Visites d'échanges entre collectivités territoriales des trois régions		x	x
R4A2	Organisation des webinaires entre les OSC des trois régions	x	x	x

R4A3	Croisement d'expérience entre les trois régions et production d'outils exploitables de capitalisation sur l'égalité du genre			x
R4A4	Mise en place des conventions tripartites spécifiques de coopérations entre les collectivités territoriales		x	x
R4A4	Organisation de trois foires (une par région cible)			x

6. **Partenaires** (Synergie et complémentarité)

La stratégie de partenariat de Echos Communication est de soutenir ses partenaires par le renforcement mutuelle de leurs capacités et le développement de leurs expertises et leur mise en réseau. Ces partenariats ont été construits et institutionnalisés (conventions, consortium, MoU) sur le long terme (parfois 10 ans) au niveau national, régional et communal. Ils vont conférer au projet un appui considérable tant par leur nombre, par leur localisation/couverture géographique que par leur implication effective dans la gouvernance territoriale. Ils partagent les mêmes valeurs que Echos communication et ont contribué à l'élaboration de l'objectif général et des baselines au travers de nombreux échanges dans le cadre de la préparation de ce projet. De nouveaux partenariats seront construits avec d'autres acteurs de la société civile et les médias au niveau local afin de faciliter les échanges multi-acteurs dans le cadre de la Collectivité Territoriale.

Avec la Région de l'Oriental, le partenariat a démarré en 2014 ; la Région de Kaolack, le partenariat a démarré en 2016 et avec la Région de la Boucle du Mouhoun le partenariat à démarrer en 2018.

- **Partenaires et leur valeur ajoutée :**

Pays	Acronyme	Partenaire	Valeur ajoutée
Maroc	CGLU Afrique / REFELA	Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique	Lien avec les élus, l'autorité et les réseaux politiques, professionnelles et les OSC Mise à disposition des outils de renforcement de capacités des collectivités territoriales en matière de la promotion de l'autonomisation économique des femmes, issus de sa campagne continentale sur ce sujet Apporter de l'appui technique nécessaire dans le cadre la réalisation du projet (rédaction de la charte l'égalité...) Assurer la capitalisation de ce projet dans le cadre de la « Campagne des villes Africaines favorables l'autonomisation économique des femmes » Capacité de reprise du projet au niveau africain
Maroc	CRO	Conseil Régional de l'Oriental	Institutionnalisation du projet Lien avec les élus et l'autorités Capacité de reprise du projet
Sénégal	CDK	Conseil départemental de Kaolack	Institutionnalisation du projet Lien avec les élus et l'autorités Capacité de reprise du programme
Burkina Faso	CRBM	Conseil Régional de la Boucle du Mouhoun	Institutionnalisation du projet Lien avec les élus et l'autorités Capacité de reprise du programme
Mali	RAESS	Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire	Renforcement des compétences des Organisations de l'économie sociale et solidaire
Cameroun	PARLERDELLES	Association Parler d'Elles	Association référente Genre

- Synergies et complémentarités avec d'autres interventions :

Le projet s'inscrit dans le cadre de la coopération Sud/Sud qui réunit les collectivités territoriales ciblées. Également, la CGLUA en tant qu'institution panafricaine des collectivités territoriales, mène tout un programme visant la mise en place d'une charte sur le genre. En outre, les trois pays connaissent des programmes d'appui à l'égalité du genre et l'autonomisation économique des femmes auxquelles le projet apportera une plus-value en renforçant les capacités des acteurs concernés et en les mettant en réseau.

7. Impact et durabilité

Les méthodes et les outils pédagogiques de l'intervention (coaching territorial, PNL, neurosciences, communication, mentoring, etc.) constituent des éléments clés de sa durabilité. Un travail de fond en formation-conscientisation, adhésion aux principes et valeurs de la démocratie participative et des droits humains sera mené pour prendre tout son sens à la fin du programme par son ancrage institutionnelle et territoriale.

La **durabilité technique** du projet repose sur la maîtrise des sciences cognitives et comportementales de l'équipe Echos Communication et de quelques partenaires locaux qui va permettre d'ancrer les apprentissages des groupes cibles et mettre en place des nudges (concept des sciences du comportement, qui fait valoir que des suggestions indirectes peuvent, sans forcer, influencer les motivations, les incitations et la prise de décision des groupes et des individus, au moins de manière aussi efficace sinon plus efficacement que l'instruction directe, la législation ou l'exécution). Concernant la **durabilité financière**, Echos Communication n'envisage pas de soutenir financièrement les OSCs et les institutions qui sont déjà opérationnelles mais plutôt de renforcer leurs compétences afin qu'elle puisse elles-mêmes drainer des appuis techniques et financiers.

Pour la **durabilité sociale**, les activités du projet cherchent d'une part à promouvoir de manière durable l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes dans les trois régions, et à modifier la nature des relations inter-acteurs et les comportements à la fois des groupes cibles et des bénéficiaires par le rapprochement des autorités des acteurs et des bénéficiaires et leur collaboration en faveur du développement local inclusif et de l'attractivité du territoire. La **durabilité institutionnelle** du programme repose sur un processus de changement progressif et adapté à la gouvernance territoriale et aux spécificités des zones ciblées. Elle sera le résultat d'actions d'apprentissage collectif territoriale basé sur la transformation des pratiques et sur les mécanismes institutionnels efficaces et durables associant les acteurs publics, privés et associatifs au développement territorial inclusif et impliquant de facto la prise en considération de la durabilité des ressources territoriales. Concernant la **durabilité environnementale**, le projet prendra toutes les mesures dans le renforcement des capacités des coopératives des femmes ans le montage de projets en veillant au respect de l'environnement.

8. Visibilité du donateur

Le plan de travail de toute activité financée ou cofinancée par la DGD Belge doit inclure un plan budgétisé de communication et de visibilité. Ce plan va mettre en avant les activités de communication externe qui doivent être organisées à des moments clés de la durée du projet. Le degré de précision du plan va être proportionné à la nature, à l'importance et au coût des activités de communication envisagées. Le plan de communication et de visibilité élaboré par les contractants, les partenaires d'exécution ou les organisations internationales sera partagé au responsable belge en charge de la gestion de l'action, en étroite coordination avec le personnel responsable des activités de communication. Exemples d'objectifs de communication : s'assurer que la population bénéficiaire soit bien consciente des rôles joués par le partenaire et la Belgique dans l'activité ; faire prendre conscience de la façon dont la Belgique et les partenaires collaborent pour promouvoir l'éducation, la santé, l'environnement, etc.

Le plan de communication et de visibilité pourra inclure les éléments suivants : Les communiqués de presse ; Les conférences de presse ; Les visites de presse ; Les dépliants, brochures et lettres d'information ; Les sites Internet ; Les panneaux d'affichage ; Les bannières ; Les photos ; Les productions audiovisuelles ; Les événements publics et visites ; Les campagnes d'information. Les communiqués de presse sont des éléments clés pour les activités d'information autour d'une action. En règle générale, un communiqué de presse sera publié au début de toute action. Les visites de groupe de journalistes sur des sites de projet permettent également d'accroître la visibilité. Il y aura lieu de les organiser à un moment approprié, en mettant alors l'accent sur des résultats tangibles.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

- Cadre logique (valeurs de base, résultats visés, indicateurs ...):

Cadre logique - Description des résultats attendus			
Baseline	Année 2	Année 3	Sources de vérification
Outcome Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes dans les régions de (l'Oriental au Maroc, de Kaolack au Sénégal et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso) dans une dynamique de coopération triangulaire, grâce au renforcement des compétences des OSC et des collectivités territoriales.			
Indicateur : nombre cumulatif de conventions signées pour promouvoir l'égalité et l'autonomisation économique des femmes	0	3	6
Résultat 1 Les collectivités territoriales des trois régions ont renforcé leurs compétences et développé des modes de gouvernance participatifs, justes, inclusifs et durables pour une autonomisation économique des femmes			Conventions signées
Indicateur R1.1 Nombre de chartes (genre, intégrité, environnement...) dans les réseaux et fédérations d'élus	A déterminer au démarrage du projet	Augmentation de 30 % après les activités	De 50 % avant/après les activités
Indicateur R1.2 Nombre d'espace de dialogue citoyen ouvert et fonctionnel	A déterminer au démarrage du projet	Augmentation de 50 % après les activités	Augmentation de 70 % après les activités
Résultat 2 Les OSC des trois régions mettent en œuvre des activités qui contribuent à l'égalité de genre, de droits humains et de l'entreprenariat féminin pour l'insertion socioprofessionnelle des femmes les plus vulnérables			Chartes développées
Indicateur R2.1 Nombre de jeunes filles et femmes ayant bénéficié des stages professionnelles	0	50 par région	100 par région
Indicateur R2.2 Nombre de coopératives/entreprises sociales créé	0	15 par région	Augmentation de 30 %
Résultat 3 Les parties prenantes des trois régions développent de modes de communication innovants pour renforcer la cohésion sociale et l'insertion socio-professionnelle des femmes les plus vulnérables et déconstruire les stéréotypes			Questionnaires individuels et carnet de bord Rapport d'activités et les dossiers de création
Indicateur R3.1 Nombre d'article de la presse écrite locale/régionale consacré spécifiquement à l'égalité du genre et l'autonomisation économique des femmes	Un état des lieux sera fait au démarrage du projet	Augmentation de 20%	Augmentation de 30%
Résultat 4 Les trois régions mettent en œuvre une coopération sud/sud & Triangulaire pour induire un changement en faveur de l'autonomisation économique des femmes			Revue de presse locale/régionale
R4.1 Nombre cumulatif d'outils/mécanisme produit pour favoriser l'autonomisation économique des femmes	Etat des lieux à définir au démarrage du projet	3 par région	6 par région
			Les outils produits et utilisés

- Proposition pour le suivi et l'évaluation à formuler par l'organisation qui introduit la demande

Notre stratégie d'évaluation consiste à interviewer un échantillon aléatoire de 25 femmes par coopérative (375 en total) avant le début de projet et juste après sa fin. Une évaluation à mi-temps pourrait être envisagée. Afin de contrôler les changements au niveau macro-économique pendant la durée du projet, nous allons aussi interviewer 375 femmes dans 15 coopératives non bénéficiaires du projet. Ce dernier groupe, qui constitue notre groupe témoin, sera aussi interviewé avant et après le projet.

Dans les trois régions cibles : 750 femmes seront suivies. La stratégie d'estimation appliquée s'appelle la correspondance de score de propension (propensity score matching), dans laquelle deux femmes - une du groupe traité et une autre du groupe de contrôle – avec le même score de propension, sont appariées.

Le score est calculé sur base de caractéristiques de femmes observées avant le début du projet comme leur âge, niveau d'éducation, état civil et situation familiale, résidence ...

Il s'agit ici d'une méthode d'évaluation non-expérimentale adaptée au besoin du projet.

Le nombre de 25 femmes dans 15 coopératives, dans deux groupes intervention et témoin, est déterminé grâce au calcul du pouvoir statistique avec le logiciel STATA. Si nous voulons observer un changement de l'ordre de 6 % par rapport au groupe de contrôle (du statut d'emploi, du revenu ou du niveau de consommation, autonomie de prise de décision, poste de responsabilité, contribution aux dépenses du ménage, Contrainte discriminatoire de l'environnement, cadre juridique, revenu réalisé, Epargne, Equilibre vie professionnelle/vie privée ... : exemples de variables qui nous intéressent), nous avons besoin de 250 femmes au minimum dans chaque groupe (Effet Minimum Détectable (MDE) 0,4 ; déviation standard 0,075 ; pouvoir statistique 80 % ; corrélation intra-cluster 0,1). Ce qui nous amène à 12 ou 15 femmes par coopérative.

10. Budget prévisionnel détaillé axé sur les résultats (Efficience)

Partenaires des projets	Région Oriental (Maroc)	Région Boucle du Mouhoun (Burkina Faso)	Département de Kaolack (Sénégal)	CGLU Afrique		Echos Communication		DGD Belgique
Catégorie de financements <small>CN : Contribution valorisée en nature CF : Contribution financière</small>	CN	CN	CN	CN	CF	CN	CF	CF
Synthèse des budgets	29.000,00 €	26.000,00 €	26.000,00 €	35.000,00 €	35.000,00 €	45.000,00 €	4.000,00 €	800.000,00 €
Equipe projet + coordination locale	15.000,00 €	15.000,00 €	15.000,00 €	35.000,00 €		45.000,00 €		90.000,00 €
Communication					10.000,00 €			40.000,00 €
Evaluation								30.000,00 €
Frais Administratif EC								40.000,00 €
Total par partenaire	15.000,00 €	15.000,00 €	15.000,00 €	35.000,00 €	10.000,00 €	45.000,00 €	0,00 €	200.000,00 €
Total Transversale	335.000,00 €							
Résultat 1 :	3.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €		10.000,00 €		1.000,00 €	150.000,00 €
Total Résultat 1	168.000,00 €							
Résultat 2 :	3.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €				1.000,00 €	180.000,00 €
Total Résultat 2	188.000,00 €							
Résultat 3 :	3.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €		10.000,00 €		2.000,00 €	150.000,00 €
Total Résultat 3	169.000,00 €							
Résultat 4 :	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €		5.000,00 €			120.000,00 €
Total Résultat 4	140.000,00 €							
Total Général du projet	1.000.000 €							
Dont co-financement DGD Belgique	800.000 €							

11. Analyse des risques

Analyse des risques - Structure indicative										
Estimation du risque					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque		
Source du risque	Nature du risque	Probabilité	Effets	Niveau de risque	Impact résultat	Responsable	Traitement	Timing	Responsable	Quand
Résistance des collectivités territoriales à s'impliquer dans le projet	La mise en place des dispositifs de la décentralisation dans les trois pays est trop lente faute de compétences requises	3	3			Directeur EC ou son représentant dans les pays concernés	Renforcement des compétences des élus et fonctionnaires et coaching territorial dès le début du projet	Permanent	Responsable Pays EC et Partenaire local	Annuel
Le marché de l'emploi et auto-emploi	Le marché de l'emploi est affecté par la crise Covid-19 et les opportunités de création des coopératives/entreprises pour les jeunes et les femmes sont faibles	2	3			Directeur EC ou son représentant dans les pays concernés	Travailler avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire, Développer des convergences	La première année du programme	Responsable Pays EC et Partenaire local	Semestriel
Les acteurs locaux	Le projet est instrumentalisé par certains acteurs locaux au profit leur intérêts particuliers	3	3	3		Directeur EC ou son représentant dans les pays concernés	Sensibiliser les groupes cibles et bénéficiaires à leurs droits et obligations	Ponctuel		Annuel
Le poids des traditions	La gouvernance locale et les populations, dans certaines régions, restent opposées à légalité de genre et l'émancipation des femmes	2	2	2		Directeur EC ou son représentant dans les pays concernés	Travailler avec les OSC et les CT sur la participation des femmes au développement local, la lutte contre les stéréotypes, l'égalité de genre, la parité et les droits constitutionnels	Ponctuel		Annuel
Situation sanitaire	Prolongation/nouvelle crise sanitaire qui affecterait les activités du programme	2	2	2		Directeur EC ou son représentant dans les pays concernés	Développer des moyens d'animation et du travail collaboration et renforcer la digitalisation	Ponctuel	Responsable Pays EC	Ponctuel
Conflit politique	Crise politique dans les régions concernées	1	1	2		Directeur EC	Continuer le travail en respectant la souveraineté du pays	Ponctuel	Responsable Pays EC	Ponctuel

Annexes :

- Trois lettres de manifestations d'intérêts
- Statuts de l'organisation Echos Communication
- Une copie du rapport des comptes financiers annuels et du rapport d'audit 2020 Echos Communication



N° :

Le Président du Conseil de la Région de l'Oriental

A

Madame Meryame Kitir

**Ministre de la coopération au développement et de la politique
des Grandes Villes - Royaume de la Belgique**

S/C de la voie hiérarchique

Objet: Manifestation d'intérêt.

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'appel à projet Genre 2021 lancé par le Service de consolidation de la société et développement social de la coopération au développement Belge, nous vous informons que la Région de l'Oriental au Royaume du Maroc manifeste un intérêt en tant que partenaire associé au projet présenté par l'association internationale Echos communication et qui s'intitule : Promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes dans les Régions de l'Oriental au Maroc, de Kaolack au Sénégal et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso.

Nous avons la pleine conviction, que les résultats escomptés dudit projet seront d'une grande utilité pour la Région de l'Oriental et ses partenaires africains afin de consolider davantage la dynamique des relations de coopération et de partenariat existantes autour d'outils et de mécanismes novateurs à mettre en place pour contribuer à l'atteinte des objectifs liés à l'autonomisation des femmes et au leadership féminin.

Nous sommes, également, persuadés que vous ne manquerez pas de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'appuyer notre manifestation d'intérêt et notre partenariat initié depuis 2014 avec Echos Communication.

Tout en vous remerciant, je vous pris de croire, Madame la Ministre, en l'expression de notre haute considération.



Mohamed MRABBI
Vice président du Conseil Régional de
l'Oriental

REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN

CONSEIL REGIONAL

CABINET



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

N°2021 - 0529 /RBHM/CR/CAB

Dédougou, le 30 juillet 2021

Le President du Conseil Régional

A

Madame Meryame Kitir
Ministre de la coopération au développement
et de la politique des Grandes Villes
Royaume de Belgique

Objet : Manifestation d'intérêt – Appel GENRE 2021

Madame la Ministre,

Dans le cadre des futurs programmes des acteurs belges dans notre pays, nous vous informons que notre Conseil Régional (départemental) travaille depuis de nombreuses années sur le thème de l'inclusion, du genre et le développement d'activités rémunératrices pour les populations les plus défavorisées dans la région de la Boucle du Mouhoun.

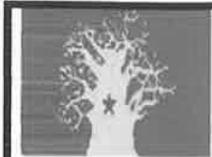
Nous sommes convaincues de l'apport de la Belgique dans son action au Maroc / Burkina Faso / Sénégal car ceci s'inscrit en parfaite harmonie avec les orientations du pays inscrite dans le Plan National de Développement Economique et Social II (PNDES II) notamment en son Axe 3 intitulé « **consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale** » et en Objectif spécifique 3.5 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

Ensuite, nous avons travaillé au côté de l'ONG Echos Communication pour la préparation de ce programme et nous sommes prêt à participer à l'atteinte de l'objectif suivant : « *Renforcer les coopératives de l'économie sociale et solidaire et les collectivités territoriales dans l'égalité de genre et la défense des droits humains pour une participation citoyenne effective et une meilleure insertion socioprofessionnelle des femmes de la région de la Boucle de Mouhoun au Burkina Faso dans une dynamique de coopération triangulaire sud/sud/nord* ».

Enfin, nous croyons que le cadre de la coopération décentralisée apporte une valeur ajoutée dans le développement de nos projets aussi, je vous informe que nous avons une convention active avec la région de l'orientale depuis 2018.

Veillez croire, Madame la Ministre, en notre pleine disposition pour appuyer et renforcer les projets de la Belgique dans notre région.

Le President
Mamadou DRABO
Chevalier de l'Ordre du Mérite
Médaille d'Honneur des Collectivités Locales



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Région de Kaolack

Conseil Départemental de Kaolack



N°0114-2021 /CD-KL/ Pdt

Du 03-08-2021

Le Président du Conseil Départemental

Objet : Manifestation d'intérêt-Appel Genre 2021

Madame Le Ministre,

Dans le cadre des futurs programmes de la coopération belge d'aide au développement dans notre pays, nous avons été approchés par Echos Communication dans le cadre d'un partenariat multipartite entre la Région de l'Oriental-Royaume du Maroc, la Région de la Boucle du Mouhoun (République du Burkina Faso) et nous-mêmes Conseil Départemental de l'Oriental (République du Sénégal).

Nous vous informons que notre collectivité a mis la promotion de la population au cœur de son action de développement que nous voulons intégral, inclusif et solidaire conformément aux orientations fixées par le Plan Sénégal Emergent, référentiel de la politique de développement du Sénégal depuis 2012 et qui en son Axe 1 promeut le développement du capital humain. C'est en ce sens que nous avons même mis en place des commissions thématiques axées sur le genre, l'assistance aux populations vulnérables, la promotion des activités génératrices de revenus au profit des jeunes et des femmes. Par ailleurs nous avons bénéficié récemment de sessions de renforcement de capacités des élus dans le domaine de la promotion du genre avec l'ONG sénégalaise GRADEC.

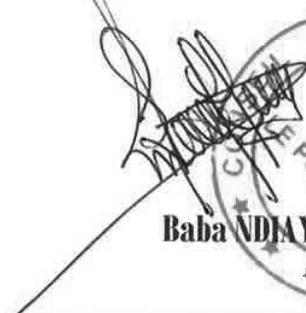
Enfin, avec le concours de Echos Communication, de la Région de l'Oriental-Royaume du Maroc et de CGLU-Afrique, nous avons mis en place, depuis janvier 2018, un Centre d'excellence de coaching territorial au Sénégal qui, au travers de son premier plan d'actions a assuré la promotion de plusieurs filières économiques dont celle de la transformation des produits agricoles qui polarise aujourd'hui plus de cinquante-neuf (59) organisations et quatre-mille (4.000) femmes sur notre territoire.

Ces femmes regroupées au sein de la coopérative régionale, sont aujourd'hui au centre de notre dispositif de coopération multipartite qui, grâce à l'appui de Echos Communication et d'autres partenaires, travaille à un développement des courants d'affaires et d'échanges entre les collectivités du Maroc, du Burkina Faso, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. Cette coopération est entrain de booster considérablement les échanges d'expériences et les courants d'affaires entre les réseaux de femmes de nos différentes collectivités concernées ; ceci renforce notre conviction forte que la coopération internationale décentralisée apporte une plus-value non négligeable aux efforts de développement de nos pays respectifs.

Ce sont tous ces éléments qui fondent notre intérêt pour le programme Appel Genre 2021 que la coopération belge envisage de développer dans nos différents pays. Nous nous engageons, par la présente, à nous impliquer véritablement dans cette dynamique au bénéfice exclusif de nos populations défavorisées.

Veillez croire, Madame Le Ministre, en l'expression de notre considération respectueuse et de notre foi en la coopération belge d'aide au développement.

A Madame Meryame KITIR
Ministre de la Coopération au développement
Et de la Politique des grandes villes-
Royaume de Belgique


Baba NDIAYE
DEPARTEMENTAL
LE PRÉSIDENT
KAOLACK

Hôtel du Département de Kaolack

n° 44 Rue Ibrahima Seydou Ndao Lot n° 36 Léona Kaolack BP : 483 -

Tél : +221 33 941 48 19 - +221 77 541 48 05 - +221 77 305 80 17

- Email : babandiay@gmail.com

kamamadou1168@yahoo.fr

conseildptkl@gmail.com